

L'économie sociale, de l'existence à la reconnaissance

Jean-François Draperi

Numéro 298, novembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021835ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021835ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Draperi, J.-F. (2005). L'économie sociale, de l'existence à la reconnaissance.
Revue internationale de l'économie sociale, (298), 4-4.
<https://doi.org/10.7202/1021835ar>

L'ÉCONOMIE SOCIALE, DE L'EXISTENCE À LA RECONNAISSANCE

Ce numéro 298 de la *Recma* témoigne de la diversité des pratiques d'économie sociale dans le monde. Un réseau de microcrédit au Mali monté avec le soutien du Crédit coopératif (France) présenté par Dominique Gentil et François Doligez, la mutation des coopératives laitières en Pologne examinée par Danuta Mierzwa, l'organisation coopérative de la première enseigne française de distribution étudiée par Marie-Laure Baron, l'essor des groupements de producteurs au Cameroun observé par Yves Guillermou et, en écho de cette effervescence, le dynamisme de la recherche espagnole en économie sociale analysé par Rafaël Chaves, José Luis Monzon et Antonia Sajardo-Moreno. L'économie sociale se développe et suscite l'intérêt. C'est aussi ce que rappelle un communiqué de presse du Conseil des entreprises et groupements de l'économie sociale français (Ceges), daté du 23 septembre dernier, précisant que l'économie sociale française représente 780 000 entreprises et emploie 1,8 million de personnes. Ce communiqué est cependant publié à l'occasion de l'annonce faite par le gouvernement français de vouloir supprimer, en tant que telle, la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale, créée en 1981. Ce qui reviendrait, déplore le Ceges, à « *éliminer l'économie sociale du champ de l'action publique* ». Même si ce projet a été révisé par le Premier ministre lui-même suite à l'action des responsables français de l'économie sociale, on ne peut que s'étonner de la possibilité, toujours actuelle, que l'économie sociale ne soit pas reconnue par l'Etat. Etonnement renforcé par le rôle croissant que celle-ci joue dans les services d'intérêt généraux desquels l'Etat se désengage!

Cet épisode renvoie donc l'économie sociale à elle-même. Comment peut-elle mieux communiquer? Comment peut-elle mieux fédérer ses composantes? Comment peut-elle mieux peser au niveau des Etats comme à l'échelle internationale? C'est de ces thèmes qu'ont débattu quelques soixante-dix leaders d'entreprises d'économie sociale provenant de Belgique, Bulgarie, Canada, Costa-Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Etats-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque et Sénégal lors des dernières rencontres du Mont-Blanc, les 4, 5 et 6 novembre 2005. Rencontres qui ont également débouché sur des projets innovants sur lesquels nous aurons à revenir bientôt.

Jean-François Draperi ●